

INTERVENTION D'HENRI GUAINO

LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE

SEANCE DU 27 NOVEMBRE 2013

2013

Madame la Présidente,
Monsieur le Ministre,
Mes Chers Collègues,

Il est des sujets qui dépassent la droite et la gauche.

Sur tous les bancs de cette assemblée la plupart d'entre nous partageons la conviction que la Défense appartient à cette catégorie.

Cela n'enlève rien à la vivacité du débat démocratique et ne saurait empêcher qu'au terme de celui-ci, certains, Monsieur le Ministre, approuveront votre loi de programmation militaire tandis que d'autres voteront contre elle ou que d'autres encore, sans condamner votre travail, conscients des contraintes qui sont les vôtres, ne se sentiront pas d'en assumer les conséquences et préféreront s'abstenir.

Ces votes ne dessineront pas la ligne de fracture entre les bons et les mauvais patriotes et pas davantage entre ceux qui attachent de l'importance au sort de nos armées et ceux qui y sont totalement indifférents.

Tout a été dit sur les raisons techniques, financières ou politiques qui peuvent conduire les uns et les autres à voter pour, à voter contre ou à s'abstenir. Aussi ne vais-je pas revenir sur ces raisons que ceux qui étudient depuis longtemps le budget de la Défense et qui sont sur ce sujet plus experts que moi, ont excellemment présentées.

Si j'ai souhaité prendre la parole aujourd'hui, c'est parce que je crois que nous ne pouvons plus attendre pour dépasser ce débat qui, à chaque discussion d'une loi de programmation, nous fait nous affronter sur quelques centaines de millions de plus ou de moins pour nos armées, avec la certitude néanmoins, que les engagements pris ne seront de toutes les façons pas respectés parce que le Ministère des Finances s'efforcera comme chaque année de récupérer le peu qu'il aura dû concéder.

Aussi, Monsieur le Ministre, ne prenez pas mon propos ni mon vote contre, comme une critique particulière vis-à-vis de votre loi, mais comme une critique contre la manière dont depuis trop longtemps nous élaborons nos lois de programmation militaire. Quand je dis « nous », entendez bien toutes les majorités qui se succèdent depuis plusieurs décennies.

Celui qui s'exprime devant vous le fait après une réflexion sur cette question entamée depuis longtemps et avec l'expérience qu'il a acquise en suivant tous les travaux du livre blanc précédent.

.../...



ASSEMBLEE NATIONALE

TÉL : 01 40 63 91 21

hguaino@assemblee-nationale.fr

PERMANENCE

RÉSIDENCE ORSAY

8, SQUARE SURCOUF

(ENTRÉE PAR LA RUE VANEAU)

78150 LE CHESNAY

TÉL : 01 39 49 47 37

hguaino.yvelines@gmail.com



YVELINES

3

Je veux m'adresser dans cet hémicycle à tous ceux pour lesquels « la Défense nationale c'est, pour une Nation, la volonté de se défendre ».

Je veux m'adresser à tous ceux, sur tous les bancs de cette Assemblée, qui perçoivent le lien profond et mystérieux qui rattache cette volonté de se défendre à la conscience d'une destinée commune qui est le fondement même de la Nation.

Ceux qui veulent en finir avec la Nation, ce « seul bien, de ceux qui n'ont rien » comme disait Jaurès,

Ceux qui n'éprouvent pas une sourde angoisse en découvrant cette lente dérive collective de la raison qui conduit à ne plus accorder aucune valeur à ce sur quoi on ne peut pas mettre un prix,

Ceux qui ne perçoivent pas ce qui distingue profondément le soldat du mercenaire, qui ne comprennent pas que le soldat n'est pas seulement un fonctionnaire en uniforme,

Ceux pour lesquels cette parole d'un jeune soldat mort au combat en 1915 n'a aucune signification :

« Auparavant, j'aimais la France d'un amour sincère, encore qu'un peu dilettante. Il a fallu cette horreur pour sortir tout ce qu'il y a de filial et de profond dans les liens qui m'unissent à mon pays ».

Ceux qui ne voient dans toute chose que son utilité immédiate,

Ceux dont le raisonnement est borné à ce qui est tout de suite mesurable,

Ceux-là je le sais, ne m'entendront pas.

A tous les autres, je demande face à ce texte de prendre conscience de la nécessité vitale de penser autrement.

Monsieur le Ministre, mes chers collègues, je sais ce que pensent beaucoup d'entre vous : qu'au fond l'essentiel est préservé.

J'ajouterai : « une fois de plus »...

Car c'est ce que l'on a pensé de toutes les lois de programmation précédentes, et de tous les gels, de toutes les annulations de crédits qui ont suivi leur adoption.

« Nous avons, une fois de plus, préservé l'essentiel » : il faut regarder cette pensée résignée non comme le signe d'une victoire arrachée in-extremis mais comme celui d'une défaite de la politique devant la comptabilité. Nulle part ailleurs plus que dans la politique de Défense on ne mesure l'ampleur de ce triomphe désastreux.

On fait toujours semblant de prendre comme point de départ de la réflexion les besoins de la Défense. En vérité, depuis longtemps le point de départ est toujours l'exigence comptable.

De sorte que ce qui devrait être le point d'arrivée est le point de départ.

Il en résulte inmanquablement que l'on joue avec les chiffres un jeu de faux-semblants et d'artifices qui se payent toujours, ou plutôt que l'on finit toujours par faire payer aux armées d'abord, à tous les Français ensuite.

Certes vous n'êtes pas le premier pris au piège de cette surréalité comptable. Je ne reviens pas sur les ressources exceptionnelles ou sur le financement des opé-

rations extérieures : tous vos prédécesseurs ont fait la même chose avec d'autres chiffres. Mais peut-être est-il temps d'en finir - non ? - avec tout cela. Il résulte tout aussi immanquablement de la priorité donnée à la comptabilité que l'on dépense toujours trop. C'est vrai de toutes nos politiques. De la politique de Défense plus encore que des autres.

31,5 milliards d'Euros par an. C'est évidemment beaucoup d'argent. 1,29 % du PIB à l'horizon 2019, c'est un effort encore considérable.

Mais 30 milliards, ou même 25 milliards, ou 20, ce serait encore une somme énorme.

1 % du PIB on dirait encore que c'est un très grand effort pour la Défense.

Mes chers collègues, continuons à raisonner ainsi, si l'on peut appeler cela « raisonner » et ce sera toujours trop. On continuera de diminuer l'effort tout en se disant à chaque fois comme nous le faisons depuis 20 ans : « nous avons échappé au pire ». Sauf que le moment arrivera bientôt où nous devons choisir d'avoir encore une armée qui ne sera plus qu'un faux-semblant, ou de ne plus en avoir du tout. Mais c'est peut-être là que veulent nous conduire ceux pour lesquels la Nation est dépassée et qui veulent la liquider.

Monsieur le Ministre vous nous dites comme l'ont dit vos prédécesseurs, comme le diront vos successeurs si rien ne change dans nos pensées : le budget de la Défense est le second budget de l'Etat et nous conservons la première armée d'Europe. Et vous savez bien que cela ne veut absolument rien dire.

Ce qui vaut pour les masses budgétaires, vaut pour les effectifs.

« L'efficacité de nos armées n'est pas qu'une question d'effectifs » avez-vous déclaré, comme pour vous reconforter vous-même.

J'aurais envie de vous répondre, ce n'est pas non plus qu'une question de drones.

Mais, je voudrais surtout vous dire que si cette remarque peut être exacte un temps, elle finit par devenir absurde quand on la répète pendant quarante ans.

Dans l'enveloppe de plus en plus serrée que l'on attribue à la Défense, l'arbitrage entre la technologie et les personnels finit par prendre un tour injustifiable.

La valeur de notre armée est conditionnée par la qualité de son équipement, soit. Mais elle l'est aussi, elle l'est d'abord par la valeur de ceux qui ont choisi de servir. Le soldat obéit et risque sa vie. C'est le destin qu'il s'est choisi. Mais pour ce destin il mérite un respect particulier. Une grande Nation, une vieille Nation comme la nôtre qui s'est construite sur tant de sang versé ne peut mépriser ses soldats sans se déshonorer. Et que reste-t-il d'une Nation qui n'a plus d'honneur, qui n'a plus la fierté d'elle-même ?

Après les saignées précédentes dans les effectifs qui ne sont même pas achevées, comment expliquer à ces femmes et à ces hommes qui, au péril de leur vie si c'est nécessaire, ont la charge de défendre notre honneur et notre indépendance, comment leur expliquer qu'on les tienne pour de simples variables d'ajustement budgétaires et comptables tout en sachant que l'on peut leur demander un jour l'ultime sacrifice auquel ils ont par avance consenti ?

Car la question est toujours la même : jusqu'où ira-t-on ?
Où s'arrêtera-t-on ?

... / ...

Bien sûr, après la décolonisation, une longue période de reconfiguration de notre appareil de défense s'imposait. Mais ce que nous faisons est-il encore raisonnable ? Est-il respectueux de nos soldats ? Le comptable qui raye d'un trait de plume, sans état d'âme, un régiment, mesure-t-il la perte que cela représente ? Mesure-t-il ce qu'un régiment recèle de traditions, de valeurs et de mémoire ? Mesure-t-il l'atteinte portée à l'identité et à l'équilibre d'un territoire, d'une ville ? Prend-il jamais cela en compte dans la balance des coûts ?

Le comptable qui juge que le défilé du 14 juillet ou la Garde Républicaine coutent trop cher, a-t-il bien conscience de ce que ferait perdre leur suppression ? Quel prix accorde-t-il à l'âme d'un peuple ? Comprend-il même ce que cela signifie ?

Quand on a supprimé le service militaire, le comptable s'est réjoui de ce qui à ses yeux représentait une économie considérable.

Y-a-t-il depuis plus d'argent pour les militaires professionnels ? Il y en a moins. L'Etat est-il plus riche ? Il est plus pauvre. La société se porte-t-elle mieux ? Elle se porte plus mal.

Le comptable n'avait pas mesuré ce que la suppression du service militaire allait coûter à notre cohésion sociale. C'est normal : il mesure l'économie immédiate et directe. Il ne compte jamais les coûts futurs et diffus qui sont pourtant bien réels et qui dans la durée viennent creuser nos déficits.

Quand on réduit les commandes de matériel, quand on revoit à la baisse les engagements pris envers les industriels, le comptable a le sentiment du devoir accompli.

Il a encore réussi à réduire le budget !

Mais a-t-il compté le coût pour l'industrie ?

S'est-il seulement posé la question de savoir comment espérer vendre à l'étranger des technologies que nous répugnons à acheter pour nous-mêmes ? Comment les efforts de recherche et de conception pourraient-ils rester soutenus lorsqu'ils sont confrontés à une telle incertitude sur les débouchés futurs ? Le comptable a-t-il mesuré les effets négatifs de cette incertitude sur l'innovation technologique qui dépassent largement le périmètre de nos industries de défense ?

Les experts répondent à ces inquiétudes par les perspectives ouvertes par la coopération internationale.

Européenne d'abord. Soit, c'est une voie.

Mais combien de programmes de ce genre ont-ils réellement porté leurs fruits ? Qui ne voit que l'Europe n'a pas la volonté de se défendre ? Les experts – qui sont toujours les mêmes – ont un avis sur tout, même sur les sujets sur lesquels ils n'ont aucune expertise. Beaucoup d'experts pensent que les chars sont inutiles dans le contexte géopolitique actuel.

Mais savent-ils de quoi demain sera fait ? Je me souviens de la manière dont les soldats de la Finul parlaient des quelques chars Leclerc dont ils étaient dotés il y a encore quelques années, de l'importance qu'ils leur attachaient pour bien remplir leurs missions. Peut-être faut-il de temps en temps changer d'experts...

Le budget de la Gendarmerie n'est pas inclus dans notre discussion, mais je ne peux pas m'empêcher de penser à cet instant, à ces colonels de Gendarmerie qui dans toute la France, m'expliquent qu'ils sont obligés de cannibaliser la moitié de leur parc de véhicules pour faire rouler l'autre moitié parce qu'on ne leur permet plus d'acheter de nouveaux véhicules. Jusqu'où allons-nous descendre ?

Nous sommes arrivés à un point critique où nous ne pouvons plus éluder cette question :

Quand nous aurions liquidé tous les bateaux, tous les avions, fermé toutes les bases, dissout tous les régiments, serions-nous plus riches, plus prospères, nos finances publiques seraient-elles rétablies ? La réponse est non : l'économie et la société n'obéissent pas à une arithmétique comptable. Depuis que nous taillons aveuglément dans les budgets de la Défense nos déficits publics se sont-ils réduits ? Ils ont augmenté et ces coupes aveugles n'ont fait qu'accentuer les désordres qui règnent dans l'économie et dans les sociétés et qui sont les vraies causes de la crise de nos finances publiques.

Le problème jamais vraiment posé, jamais vraiment étudié parce qu'il est à l'opposé de la logique comptable et qu'il est pourtant désormais vital de résoudre si nous voulons desserrer l'étreinte financière dans la durée et continuer d'avoir une Défense nationale, une armée capable de remplir toutes les missions d'une armée digne de ce nom, si nous voulons, plus généralement ne pas nous condamner à devenir un pays en voie de sous-développement, ce problème, comme l'ont dit nos collègues Alain Marty et François Cornut-Gentille tout à l'heure peut être formulé ainsi :

Comment rendre la dépense de défense plus productive, comment la rendre davantage créatrice de richesse au lieu de ne la regarder que comme un coût ?

Nous n'aurons plus les moyens d'un effort de défense à la hauteur de nos ambitions si le budget de la Défense continue à être considéré isolément. Mais nous pouvons nous donner ces moyens si nous répondons à la question :

Comment en faire un outil de politique de recherche et d'innovation, de politique industrielle, commerciale, d'aménagement du territoire, comment en faire un instrument de formation, de cohésion et d'influence, comment la faire participer à la productivité et à la compétitivité globale de la Nation ?

La plus grave erreur, Monsieur le Ministre, celle qui nous conduit dans l'impasse et que vous devez comme vos prédécesseurs au règne sans partage de l'administration du budget, c'est d'isoler la Défense de tout le reste, de toutes les autres politiques, c'est d'isoler l'armée de la Nation, de la société, de l'économie.

C'est une vieille histoire. C'est un vieux dilemme.

L'armée comme un monde clos ou comme un monde ouvert. L'armée repliée sur son métier ou l'armée assurant aussi un rôle économique et social reconnu et valorisé.

Ce n'est pas nouveau. C'était déjà Lyautey défendant le rôle social de l'officier.

Je nous pose à tous une question :

Pourquoi nous interdisons-nous ce que les Etats-Unis savent si bien faire ?

X
X X

Je ne peux pas terminer sans rappeler quelques leçons du passé qui devraient nous faire tous réfléchir.

Souvenons-nous de Pierre Laval alors Président du Conseil de la 3^{ème} République, en 1935, qui prônait la déflation plutôt que la dévaluation et qui répondit à la Commission de la Défense du Sénat qui lui demandait d'augmenter les crédits de la Défense : « je le voudrais bien mais la situation financière de la France ne le permet pas ».

Souvenons-nous de Paul Reynaud et du Colonel de Gaulle seuls contre tous, contre toute la classe politique et tout l'Etat-major.

Souvenons-nous de Churchill seul contre tous lui aussi pour éviter le désarmement de l'Angleterre quand il percevait avant tout le monde les périls à venir.

Souvenons-nous que les décisions que nous prenons dans le domaine de la défense engagent toujours l'avenir à long terme.

Aucun d'entre nous, aucun expert non plus ne sait ce que seront les menaces de demain, et encore moins d'après-demain. Les plans sur la comète tirés, après la chute du mur de Berlin, par les idéologues de la fin de l'histoire, ont été anéantis par les attentats du 11 septembre, le terrorisme, la piraterie, les génocides, les guerres civiles et religieuses, et les révolutions qui nous rappellent que l'histoire n'est pas finie et qu'elle est toujours tragique. Voulons-nous dans ce monde toujours dangereux demeurer maîtres de notre destin ?

Voulons-nous continuer dans l'avenir à nous défendre contre ce qui pourrait nous menacer, menacer notre indépendance, l'idée que nous nous faisons de la civilisation, de l'Homme, du rôle de la France et de l'Europe dans le monde ?

Voulons-nous demeurer une Nation, un peuple libre, un peuple uni pour affronter les terribles épreuves que l'histoire prépare toujours en secret à tous les peuples ? L'horreur que nous éprouvons devant l'atroce spectacle de la guerre, ne doit pas nous faire oublier ce que nous ont coûté en malheurs, les défaillances de ceux qui avaient cru pouvoir se dispenser d'affronter cette réalité fatale que la guerre et la paix sont les deux faces d'une même humanité.

Nous savons, l'histoire nous l'a appris, que nous n'avons moralement pas le droit de nous donner bonne conscience à bon compte.

Si je dis « à bon compte » c'est évidemment à dessein. Car nous ne serons à la hauteur de cette exigence morale que si nous nous donnons les moyens de nous défendre et de défendre nos valeurs. Sinon, comme d'autres dans le passé, nous aurons une lourde part de responsabilité dans les drames qui surviendront et dont nous n'avons pas encore idée.

Monsieur le Ministre, vous avez accepté – mais pouviez-vous faire autrement – comme vos prédécesseurs d'entrer dans la logique budgétaire et comptable que, depuis des décennies, le Ministère des Finances impose à tous les gouvernements. Cette logique, dans laquelle l'Europe a sa part de responsabilité, est une logique suicidaire. Elle l'est dans tous les domaines. Plus encore pour la Défense, car les militaires ne protestent jamais et que l'on peut donc aller plus loin avec eux qu'avec tous les autres.

Quand aurons-nous la gauche, la droite, le centre le courage intellectuel et la lucidité de rompre avec cette façon de voir les choses ?

Je ne vous appelle pas à dépenser sans compter. Mais je vous propose de substituer l'approche économique à l'approche comptable. Je vous propose de rompre l'isolement budgétaire de la Défense, de voir plus loin, plus grand pour desserrer une contrainte budgétaire que la pensée comptable rend toujours plus lourde au fur et à mesure qu'elle conduit à appauvrir le pays, en brisant l'un après l'autre tous les ressorts de la croissance.

Monsieur le Ministre, vous avez, comme vos prédécesseurs, perdu cette bataille. C'est la raison pour laquelle je voterai contre votre loi. Ce n'est pas une défaite pour un camp. C'est une défaite pour tous ceux qui se font une haute idée de la France et de leur devoir vis-à-vis des générations futures.

Mais si demain vous réengagez le combat contre cette funeste dérive, vous me trouverez à vos côtés, comme vous trouverez, j'en suis sûr, à vos côtés beaucoup de mes collègues du Groupe UMP qui ne se sentent pas les héritiers - je veux le dire à Monsieur Rousset qui tout à l'heure s'est laissé aller à réécrire l'histoire - de ceux qui ont jadis conduit le pays au désastre et au déshonneur, mais plutôt les héritiers de ceux qui en ont maintenu l'honneur et ils savent que dans la France libre et dans les maquis, il y avait des Français de droite et des Français de gauche.

27/11/2013

